

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2020/42394]

**16 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'indemnités complémentaires dans le cadre des mesures contre le coronavirus COVID-19**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10 et 19 ;

Vu le rapport du 7 juillet 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 juillet 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 juillet 2020 ;

Vu l'avis 67.763/2 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier ;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié, notamment, par l'arrêté ministériel du 5 juin 2020 ;

Considérant que l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 précité impose à certaines entreprises ou parties d'entreprises de rester fermées jusqu'au 30 juin 2020 inclus ;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent arrêté vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour de nombreuses entreprises qui subissent de graves dommages économiques ;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir une aide d'urgence aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques ;

Considérant que, suite aux mesures de fermeture qui se sont poursuivies, les entreprises concernées ont vu leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés ;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise ;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie, ce qui devrait être évité à tout prix ;

Considérant que ces problèmes et effets se feront sentir à très court terme et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide ;

Considérant qu'il convient, dès lors, de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais ;

Considérant les mesures prises contre le coronavirus COVID-19 par le fédéral ;

Considérant que les secteurs d'activités récréatives, artistiques et de spectacle admis dans le présent arrêté sont des secteurs qui gravitent dans la sphère des activités culturelles qui relèvent néanmoins de la compétence économique par leur caractère de soutien à ces dites activités ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Conseil National de Sécurité en ce qui concerne la « bulle sociale » ;

Considérant les secteurs et sous-secteurs qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Conseil National de Sécurité en ce qui concerne les événements de masse ;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'intervenir dans ces domaines ;

Sur proposition du Ministre de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises ;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions ;

3° l'entreprise : la petite entreprise visée à l'article 3, § 3, du décret dont l'effectif d'emploi et les seuils financiers sont ceux visés à l'article 2.2. de l'annexe I du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité, la très petite entreprise visée à l'article 3, § 5, du décret et la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, doit payer des cotisations sociales à l'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants (INASTI) ;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 ;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche ;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be>.

**Art. 2.** L'indemnité complémentaire est octroyée conformément au Règlement (UE) n ° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

**Art. 3.** Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une indemnité complémentaire de trois mille cinq cents euros à l'entreprise qui :

1° a bénéficié d'une indemnité compensatoire de cinq mille euros octroyée par la Région wallonne ;

2° a subi pleinement l'impact des mesures contre le coronavirus COVID-19, soit parce qu'elle fait partie des secteurs à l'arrêt repris dans l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié par l'arrêté ministériel du 5 juin 2020, soit parce que son activité est intrinsèquement liée aux décisions relatives aux événements de masse, soit parce que son activité est limitée en raison de la restriction en ce qui concerne les voyages à l'étranger ;

3° est active dans un secteur ou partie de secteur repris aux divisions et sous-classes suivantes :

a) 49.310 et 49.390 du Code NACE-BEL ;

b) 55.203, 55.204 et 55.209 du Code NACE-BEL ;

c) 56.210 et 56.302 du Code NACE-BEL ;

d) 59.140 du Code NACE-BEL ;

e) 74.109, 74.201 et 74.209 du Code NACE-BEL ;

f) 77.293 et 77.392 du Code NACE-BEL ;

g) 79 du Code NACE-BEL ;

h) 82.300 du Code NACE-BEL ;

i) 90 du Code NACE-BEL ;

j) 93.211 du Code NACE-BEL ;

k) 96.040 du Code NACE-BEL.

L'indemnité compensatoire visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ne peut être attribuée qu'une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1<sup>er</sup>, du Code de droit économique.

Le Ministre peut compléter et ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, qui répondraient aux conditions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°.

**Art. 4.** L'entreprise introduit auprès de l'Administration via un formulaire sur la plateforme web, la demande d'indemnité complémentaire, jusqu'au 15 octobre 2020 inclus.

Le Ministre détermine la date d'introduction des demandes d'indemnité compensatoire.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit, notamment, fournir les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises ;

2° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web ;

3° le numéro de compte de l'entreprise ou du bénéficiaire.

L'entreprise déclare, via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 2°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 € sur les trois derniers exercices fiscaux.

L'Administration peut recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

**Art. 5.** La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des indemnités compensatoires relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par la directrice générale de l'Administration.

**Art. 6.** L'Administration vérifie la recevabilité de la demande d'indemnité complémentaire.

Lorsque le dossier n'est pas recevable, l'Administration suspend la demande d'indemnité complémentaire et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande d'indemnité complémentaire et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'indemnité complémentaire est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'indemnité complémentaire est accordée.

Le versement de l'indemnité complémentaire est autorisé par un prestataire externe en dérogation à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 juillet 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique,  
de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/42394]

**16. JULI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung von ergänzenden Entschädigungen im Rahmen der Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- und Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des Berichts vom 7. Juli 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 8. Juli 2020 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 9. Juli 2020 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 15. Juli 2020 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 67.763/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, insbesondere abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 5. Juni 2020;

In der Erwägung, dass der vorgenannte Ministerielle Erlass vom 23. März 2020 vorschreibt, dass bestimmte Betriebe oder Teile von Betrieben bis einschließlich 30. Juni 2020 geschlossen bleiben müssen;

In der Erwägung, dass es dringend ist, den vorliegenden Erlass zu verabschieden, dies wegen der nach wie vor bestehenden außergewöhnlichen Krisensituation, d.h. wegen der Folgen der COVID-19-Gesundheitskrise für viele Betriebe, die schweren wirtschaftlichen Schaden erleiden;

In der Erwägung, dass es notwendig ist, den betroffenen Betrieben Soforthilfe zu leisten, um den wirtschaftlichen Schaden zu begrenzen;

In der Erwägung, dass infolge der noch andauernden Schließungsmaßnahmen die Umsätze der betroffenen Betriebe zurückgegangen oder sogar völlig ausgefallen sind, wodurch das Einkommen sowohl der Unternehmer als auch ihrer Mitarbeiter gefährdet ist;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, eine Konkurswelle der Betriebe zu verhindern, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen sehr kurzfristig zu spüren sein werden und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass die Beihilfe daher so schnell wie möglich ausgezahlt werden sollte;

In Erwägung der von der föderalen Ebene getroffenen Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19;

In der Erwägung, dass die in diesem Erlass mit einbezogenen Bereiche der Freizeit-, Kunst- und Unterhaltungsaktivitäten Sektoren sind, die in den Bereich der kulturellen Aktivitäten fallen, die jedoch aufgrund der Art ihrer Unterstützung in die wirtschaftliche Zuständigkeit fallen;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der Reisebeschränkungen leiden;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der vom Nationalen Sicherheitsrat beschlossenen Beschränkungen in Bezug auf die sogenannte "soziale Blase" leiden;

In Erwägung der Sektoren und Untersektoren, die nach wie vor unter den erheblichen Auswirkungen der vom Nationalen Sicherheitsrat beschlossenen Beschränkungen in Bezug auf Massenveranstaltungen leiden;

In der Erwägung, dass es somit unerlässlich ist, in diesen Bereichen Maßnahmen zu treffen;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Betrieb: der in Artikel 3 § 3 des Dekrets erwähnte Kleinbetrieb, dessen Beschäftigtenzahl und Finanzschwellen diejenigen sind, die in Artikel 2.2 des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union angeführt sind, der Kleinbetrieb im Sinne von Artikel 3 § 5 des Dekrets und die natürliche Person, die hauptberuflich oder nebenberuflich eine berufliche Aktivität ausübt;

4° NACE-BEL-Code: das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 vom 9. Oktober 1990 des Rates bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist.

**Art. 2** - Die ergänzende Entschädigung wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen, nachstehend Verordnung 1407/2013 genannt, gewährt.

**Art. 3** - Der Minister gewährt nach von ihm festgelegten Modalitäten eine ergänzende Entschädigung in Höhe von dreitausendfünfhundert Euro an den Betrieb, der:

1° eine Ausgleichsentschädigung der Wallonischen Region in Höhe von fünftausend Euro erhalten hat;

2° von den Maßnahmen zur Bekämpfung des Coronavirus COVID-19 voll in Mitleidenschaft gezogen wurde, entweder weil er zu den stillgelegten Sektoren gehört, die im Ministeriellen Erlass vom 23. März 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 5. Juni 2020, genannt werden, oder weil seine Aktivität untrennbar mit den Entscheidungen in Bezug auf Massenveranstaltungen verbunden ist, oder weil seine Aktivität wegen der Einschränkungen in Bezug auf Auslandsreisen begrenzt ist;

3° in einem Sektor oder Teilsektor aktiv ist, der zu den folgenden Klassen und Unterklassen gehört:

- a) 49.310 und 49.390 des NACE-BEL-Codes;
- b) 55.203° 55.204 und 55.209 des NACE-BEL-Codes;
- c) 56.210 und 56.302 des NACE-BEL-Codes;
- d) 59.140 des NACE-BEL-Codes;
- e) 74.109, 74.201 und 74.209 des NACE-BEL-Codes;
- f) 77.293 und 77.392 des NACE-BEL-Codes;
- g) 79 des NACE-BEL-Codes;
- h) 82.300 des NACE-BEL-Codes;
- i) 90 des NACE-BEL-Codes;
- j) 93.211 des NACE-BEL-Codes;
- k) 96.040 des NACE-BEL-Codes.

Die Ausgleichsentschädigung nach Absatz 1 kann in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt werden, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Der Minister kann die Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 Ziffer 3 ergänzen oder neue hinzufügen, sofern sie den Bedingungen nach Absatz 1 Ziffer 2 genügen.

**Art. 4** - Der Betrieb reicht den Antrag auf eine ergänzende Entschädigung bis 15. Oktober 2020 einschließlich ein, unter Verwendung eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars.

Der Minister bestimmt das Datum für die Einreichung der Anträge auf eine Ausgleichsentschädigung.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss der Betrieb insbesondere folgende Angaben machen:

- 1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;
- 2° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;
- 3° die Kontonummer des Betriebs oder des Beihilfeempfängers.

In der in Absatz 2 Ziffer 2 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt der Betrieb, dass er die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet.

Die Verwaltung kann auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

**Art. 5** - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung von Ausgleichsentschädigungen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von der Generaldirektorin der Verwaltung bestellt worden ist.

**Art. 6** - Die Verwaltung prüft die Zulässigkeit des Antrags auf eine ergänzende Entschädigung.

Ist die Akte nicht zulässig, so setzt die Verwaltung den Antrag auf eine ergänzende Entschädigung aus und informiert den Betrieb, der seinen Antrag auf eine ergänzende Entschädigung vervollständigen und zur erneuten Prüfung der Zulässigkeit einreichen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und einer neuen Zulässigkeitsprüfung unterbreitet wird, wird der Antrag auf eine ergänzende Entschädigung endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird der Betrieb elektronisch darüber informiert, dass die ergänzende Entschädigung gewährt wird.

Die Zahlung der ergänzenden Entschädigung durch einen externen Dienstleister wird in Abweichung von Artikel 21 § 1 Absatz 2 des vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten genehmigt.

**Art. 7** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft.

**Art. 8** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Juli 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren  
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C - 2020/42394]

**16 JULI 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van aanvullende vergoedingen in het kader van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 7 juli 2020, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 juli 2020;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 9 juli 2020;

Gelet op het advies nr. 67.763/2 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3° van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 juni 2020;

Overwegende dat het voornoemde ministerieel besluit van 23 maart 2020 vereist dat bepaalde ondernemingen of delen van ondernemingen tot en met 30 juni 2020 gesloten blijven;

Overwegende dat het dringend is om dit besluit aan te nemen gezien de uitzonderlijke crisissituatie die nog steeds bestaat, namelijk de gevolgen van de gezondheidscrisis COVID-19 voor veel ondernemingen die ernstige economische schade lijden;

Overwegende dat het noodzakelijk is om dringend steunmaatregelen te voorzien voor de getroffen ondernemingen, ten einde de economische schade te beperken;

Overwegende dat de getroffen ondernemingen door de sluitingsmaatregelen hun omzet fors zien dalen, of zelfs helemaal verdwijnen, en dat hierdoor het inkomen van de ondernemers en van hun werknemers in het gedrang komt;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om een golf van faillissementen te vermijden onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zou kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste moet vermeden worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat de steun daarom zo snel mogelijk moet kunnen uitgekeerd worden;

Gelet op de maatregelen genomen tegen coronavirus COVID-19 door de federale Regering;

Overwegende dat de sectoren van de recreatieve activiteiten, kunst en amusement die in dit besluit in aanmerking komen, sectoren zijn die binnen de sfeer van de culturele activiteiten vallen, maar die door hun aard van ondersteuning van de genoemde activiteiten toch onder de economische bevoegdheid vallen;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de reisbeperking;

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van de Nationale Veiligheidsraad voor wat betreft de "sociale bubbel";

Gelet op de sectoren en subsectoren die nog steeds aanzienlijke gevolgen ondervinden van de beperking van de Nationale Veiligheidsraad voor wat betreft de massa-evenementen;

Overwegende dat er dan ook reden is om maatregelen op deze gebieden te treffen;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° decreet : het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° Minister : de Minister van Economie;

3° onderneming : de kleine onderneming bedoeld in artikel 3, § 3, van het decreet waarvan het personeelsbestand en de financiële drempels degene zijn als bedoeld in artikel 2.2. van bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard, de in artikel 3, § 5, van het decreet bedoelde zeer kleine onderneming en de natuurlijke persoon die een beroepsactiviteit uitoefent in hoofdberoep of bijkomend beroep en die, gelet op zijn beroepsinkomen, bijdragen aan het Rijksinstituut voor de Sociale Verzekering der Zelfstandigen (RSVZ) moet betalen;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be> ;

**Art. 2.** De aanvullende vergoeding wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

**Art. 3.** De Minister verleent, overeenkomstig de door hem vastgestelde modaliteiten, een aanvullende vergoeding van drieduizend vijfhonderd euro aan de onderneming die :

1° een compensatievergoeding van vijfduizend euro die door het Waalse Gewest is toegekend, genoten heeft;

2° de gevolgen van de maatregelen tegen het coronavirus COVID-19 volkomen heeft ondergaan, hetzij omdat ze een van de stilgelegde sectoren is die in het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 5 juni 2020, zijn opgenomen, hetzij omdat haar activiteit intrinsiek verbonden is met beslissingen in verband met massaevenementen, hetzij omdat haar activiteit beperkt is door de beperking van het reizen naar het buitenland ;

3° actief is in een sector of een deel van een sector die is opgenomen in de volgende afdelingen en subklassen:

- a) 49.310 en 49.390 van de NACE-BEL-code;
- b) 55.203, 55.204 en 55.209 van de NACE-BEL-code;
- c) 56.210 en 56.302 van de NACE-BEL-code;
- d) 59.140 van de NACE-BEL-code;
- e) 74.109, 74.201 en 74.209 van de NACE-BEL-code;
- f) 77.293 en 77.392 van de NACE-BEL-code;
- g) 79 van de NACE-BEL-code;
- h) 82.300 van de NACE-BEL-code;
- i) 90 van de NACE-BEL-code;
- j) 93.211 van de NACE-BEL-code;
- k) 96.040 van de NACE-BEL-code.

De in het eerste lid bedoelde compensatievergoeding kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De Minister kan sectoren of delen van sectoren, vermeld in het eerste lid, 3°, aanvullen en nieuwe toevoegen indien ze voldoen aan de in het eerste lid, 2°, bedoelde voorwaarden.

**Art. 4.** De onderneming dient via een formulier op het webplatform de aanvraag voor een aanvullende vergoeding tot en met 15 oktober 2020 bij de Administratie in.

De Minister bepaalt de datum voor de indiening van de aanvragen voor een aanvullende vergoeding.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming met name de volgende informatie verstrekken :

- 1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;
- 2° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;
- 3° het rekeningnummer van de onderneming of van de begunstigde.

De onderneming verklaart via de in het tweede lid, 2°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie boekjaren.

De Administratie kan gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

**Art. 5.** De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de compensatievergoedingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directrice-generaal van de Administratie.

**Art. 6.** De Administratie onderzoekt de ontvankelijkheid van de aanvraag voor een aanvullende vergoeding.

Wanneer het dossier niet ontvankelijk is, schort de Administratie de aanvraag voor een aanvullende vergoeding op en stelt zij de onderneming daarvan in kennis, die haar aanvraag voor een aanvullende vergoeding kan vervolledigen en een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid ervan kan instellen.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw onderzoek van ontvankelijkheid binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van schorsing, dan wordt de aanvraag voor een aanvullende vergoeding definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de aanvullende vergoeding wordt toegekend.

De betaling van de aanvullende vergoeding door een externe dienstverlener wordt toegestaan in afwijking van artikel 21, § 1, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

**Art. 8.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 juli 2020.

Voor de Waalse Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek en Innovatie, Digitale Technologieën,  
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,  
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/31143]

**16 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant sur les mesures d'urgence en matière de taxis, location de voitures avec chauffeur et services assimilés**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur ;

Vu l'urgence motivée comme suit ;

Considérant l'urgence qui permet l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables en raison, notamment, de l'évolution très rapide de la situation en Belgique et dans les Etats proches du franchissement du seuil d'une pandémie, décrété par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), du temps d'incubation du coronavirus COVID-19 et de l'augmentation de la taille et du nombre des chaînes de transmission secondaires; par conséquent, il est indispensable de prendre les mesures nécessaires sans délai ;

Considérant que dans ce contexte de crise sanitaire exceptionnelle, le secteur des taxis est considéré comme une activité essentielle qui peut poursuivre ses activités ;

Considérant que d'autres activités essentielles liées à la poursuite de l'activité du transport de personnes ne sont plus en mesure de continuer à se poursuivre normalement ;

Que la suspension de ces activités implique des mesures liées à la prolongation des délais de validité d'âge des véhicules ou des documents relatifs au certificat de capacité des chauffeurs de taxis ;

Vu l'avis n° 67.543/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 juin 2020 en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de la Mobilité ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les exploitants d'un service de taxis, de location de voitures avec chauffeur et de taxis collectifs ainsi que leurs chauffeurs sont tenus de respecter les mesures prises par l'autorité fédérale pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et publiées sur le site internet du Service public de Wallonie Mobilité et Infrastructures.

**Art. 2.** La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de taxis conformément à l'article 24, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, échue entre le 10 mars 2020 et le 1<sup>er</sup> juin 2020 inclus, est prolongée jusqu'au 30 septembre 2020 inclus.

**Art. 3.** La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de location de voitures avec chauffeur conformément à l'article 73, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, échue entre le 10 mars 2020 et le 1<sup>er</sup> juin 2020 inclus, est prolongée jusqu'au 30 septembre 2020 inclus.

**Art. 4.** La limite d'âge d'un véhicule affecté à un service de taxis collectifs conformément à l'article 102, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur, échue entre le 10 mars 2020 et le 1<sup>er</sup> juin 2020 inclus, est prolongée jusqu'au 30 septembre 2020 inclus.